

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS BEN JOSEPH

Espace Sidobre Activité
173 Avenue du Sidobre
81100 Castres

Références : 381-CARMIN-2024-41

Code AIOT : 0006803252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement ETS BEN JOSEPH implanté Carauce 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, et d'une levée de mise en demeure (29/06/2023), l'exploitant ayant justifié en octobre 2023 des corrections réalisées conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS BEN JOSEPH

- Carauce 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016 autorise pour une durée de 30 ans et une production maximale de 20 000 tonnes par an, l'exploitation de la carrière de granite située au lieu-dit Carauce sur la commune de Burlats 81100. La surface du site est de 19,7 ha.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article DG 1	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article DG 3	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 1	Sans objet
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 3	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 4	Sans objet
6	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE 3-1	Sans objet
7	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE-4	Sans objet
8	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE 7-3	Sans objet
11	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte (octobre 2023) les observations faites lors de l'inspection en date du 23/03/2023 (plan topographique-analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel - identification sur l'entrée du site-redimensionnement des bassins de collecte des eaux de ruissellement).

Le site est clôturé, l'accès principal est équipé d'un portail, les pistes sont carrossables, et la signalétique est présente.
Le site était en activité au jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article DG 1
Thème(s) : Risques chroniques, Parcellaire
Prescription contrôlée : La SARL ETS BEN JOSEPH, dont le siège social est situé Espace Sidobre activités-Avenue du Sidobre-81100 Castres, est autorisée à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite sur la commune de Burlats. Le périmètre autorisé pour l'exploitation est défini dans les plans de phasage ... La surface totale des parcelles ci-dessus représente 19ha72a62ca. La surface exploitable, définie par le périmètre autorisé par l'exploitant, est de 17 ha 64a05ca.
Constats : Le périmètre actuel du site représente 19ha72a62ca. A ce jour, l'exploitant souhaite une diminution de l'emprise de son autorisation en cessant partiellement son activité sur la parcelle n° 200pp (36 450m ²) située à l'Ouest du site qui servait de stockage tampon des blocs extraits. Dans ce cadre, un "porter à connaissance" a été déposé en mars 2024. La production des attestations relatives à la cessation partielle d'activité sur la parcelle 200pp sont en cours (bureau étude).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de l'exclusion de la parcelle pour partie précitée, l'exploitant veillera à produire les attestations nécessaires liées à la cessation : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° La réhabilitation ou remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article DG 3
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est limitée à 20 000 tonnes avec une production moyenne de 12 000 tonnes par an.

Constats :
A ce jour, la production en 2024 s'élève à environ 6 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 1
Thème(s) : Risques accidentels, Information au public
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats :
Conformément à la mise en demeure (28/06/2023), l'exploitant a procédé à l'affichage du panneau d'identification en vigueur sur l'entrée du site en bordure de la route départementale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée :
Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un ou plusieurs bassins d'orage qui sont dimensionnés à minima pour une pluie d'occurrence décennale. La capacité de chacun d'eux est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation. Un bassin permettant la décantation des eaux avant leur rejet dans le milieu naturel est aménagé de telle sorte à garantir la qualité des eaux conforme à l'article PP3 (cf Annexe 4).
Constats :
Conformément à la mise en demeure du 28 juin 2023, l'exploitant a redimensionné les 3 bassins de décantation (en série). Ces bassins situés au Nord du site sont alimentés par les eaux de ruissellement, et également par pompage via un bassin d'orage situé en point bas du carreau de l'extraction. Les eaux collectées au niveau de ces bassins de décantation, sont pour partie recyclées (arrosage, process), et/ou rejetées. Le point de rejet par surverse vers le milieu naturel, est situé au niveau du bassin de décantation (Nord site), en limite du périmètre de protection des milieux aquatiques et cours d'eau. La sortie de la surverse, est aménagée d'une zone d'infiltration composées de gravier et cailloux grossiers. Les dernières analyses annuelles des eaux rejetées (23/12/2023) montrent des valeurs conformes à

la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP 4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Des panneaux de signalisation sont installés de part et d'autre de l'intersection avec la RD 30 (à 150 m de l'entrée).
Constats : Un petit terre plein est présent entre la voirie et l'accès par un portail au site. La signalétique est présente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE 3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de la roche est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche : soit avec l'utilisation de foreuses et d'explosifs ; soit avec l'utilisation de disques et fils diamantés.
Constats : L'exploitation est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche. Les fronts montrent une hauteur d'environ 5 m. L'extraction de la roche est réalisée par pré-découpage au marteau perforateur puis éclatement à l'explosif. Les blocs marchands issus des tranches abattues, sont numérotés et stockés sur un emplacement dédié. Les blocs réservés sont enlevés au besoin par les clients qui ne disposent pas de lieu de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE-4
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses

abords,dans un rayon de 50 mètres ; la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ;les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ; les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ; les zones remises en état.Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan topographique du site en date du 01/02/2024 a été joint au dossier de "porter à connaissance" en cours d'instruction (cessation d'activité sur la parcelle 200pp). Le plan comporte les éléments à minima de cotations, périmètre... Il fait mention de la zone "périmètre de protection des milieux aquatiques et cours d'eau zone interdite à l'exploitation (PNRHL) située au Nord du site et qui s'étend d'Est en Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE 7-3
Thème(s) : Risques accidentels, Décharge de stériles
Prescription contrôlée : La zone à l'ouest utilisée comme décharge des stériles sera réaménagée de telle sorte à ce qu'il y ait une reprise spontanée de la végétation. Cette zone est réaménagée en début de phase 6.La côte maximale de remblayage sur la partie ouest (décharge stériles) est limitée à 575 m NGF. Cette zone est connectée à la verse de la carrière voisine présente à l'ouest avec une pente maximum de 3 %. La côte maximale de remblayage sur la partie carrière est limité à 575 m NGF au sud et 560 m au nord.Il n'existe aucun apport de déchets inertes extérieurs à la carrière.
Constats : La zone à l'ouest connectée à la verse de la carrière, est utilisée comme décharge des stériles. Sa surface est plane et stable. Dans l'attente de son réaménagement prévu en début de phase 6 (actuellement en phase 2), elle accueille les blocs réservés et vendus. Les côtes maximales sont atteintes. Il n'y a pas d'apport de déchets inertes extérieurs sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions et des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions et des nuisances
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
Constats : Le site est particulièrement végétalisé (situé au sein d'une zone boisée). L'accès sécurisé (portail)

<p>est dégagé, et les pistes sont carrossables.</p> <p>La zone Nord du site, qui s'étend d'Ouest en Est, qui est sous périmètre de protection des milieux aquatiques, est respectée, la végétation y est abondante, et il n'y a pas de trace d'exploitation.</p> <p>Le site compte un atelier situé à l'Est sur une zone boisée.</p> <p>Les abords et l'intérieur de cet atelier nécessitent entretien et nettoyage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à entretenir par un débroussaillage et nettoyage les abords de l'atelier.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la prévention des pollutions, l'exploitant procédera au nettoyage de l'intérieur de l'atelier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Prévention des pollutions et des nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir ; 50% de la capacité des réservoirs associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de plusieurs fûts d'huile à l'usage des engins stockés sans rétention dans l'atelier .</p> <p>Des bidons vides, dans l'attente d'une évacuation vers une filière spécialisée sont également stockés à même le sol aux abords de l'atelier, .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède pour l'ensemble des produits liquides dangereux détenus la dépose sur des rétentions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • adaptées à la nature des produits, • de capacité suffisante, • à l'abri des intempéries.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Prévention des pollutions et des nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux rejetées</p>

Prescription contrôlée :

Il n'existe aucun rejet direct des eaux dans le milieu naturel sans traitement par décantation. Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins de rétention et de décantation prévus à cet effet tels que prévus par la prescription AP3. Ils sont dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel. Le point de rejet est la surverse du bassin n° 6. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Constats :

Les eaux de ruissellement recueillies (pour recyclage) par l'excavation sont relevées par pompage vers un bassin situé derrière l'atelier (en amont Est site).

Le site ne compte pas de rejet direct des eaux dans le milieu naturel, un traitement par décantation est réalisé avant rejet par surverse au niveau du bassin n°6 situé au centre Nord du site .

Les analyses annuelles des eaux rejetées (23/12/2023) montrent des valeurs conformes à la réglementation.

L'exploitant précise que les analyses 2024 ont été récemment réalisées. Les bureaux administratifs de la carrière n'étant pas sur site, l'inspection n'a pas eu la possibilité de consulter ces dernières analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra par retour auprès de l'inspection des installations classées, les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel réalisées en 2024 .

Type de suites proposées : Sans suite